SOCIETE INTERPROFESSIONNELLE DE SOINS AMBULATOIRES (SISA) – NOMINATION

SISA, personne morale de droit privé non commerçante exerçant une activité économique (oui) – Application des articles L. 612-1 et R. 612-1 C. com. dans le cadre de l'obligation de désignation d'un CAC (oui)

Les SISA ne sont pas des associations, en revanche ce sont des personnes morales de droit privé non commerçantes exerçant une activité économique. Dès lors, les SISA dépassant deux des trois seuils rendant obligatoire la désignation d'un commissaire aux comptes et fixés à l'article R. 612-1 du code de commerce sont tenues de désigner un commissaire aux comptes titulaire et, le cas échéant, un suppléant.

(EJ 2024-50)

Question :

Une société interprofessionnelle de soins ambulatoires (SISA), dépassant le seuil de 153 000 euros, a-t-elle l'obligation de désigner un commissaire aux comptes ?

*

La Commission des études juridiques rappelle que l'accord conventionnel interprofessionnel (ACI), accord dont les dispositions ont été approuvées par l'article 1¹ de l'arrêté du 24 juillet 2017 portant approbation de l'accord conventionnel interprofessionnel relatif aux structures de santé pluriprofessionnelles, permet à ces structures de recevoir de la part de l'agence régionale de santé (ARS) par l'intermédiaire de l'organisme local d'assurance maladie (CPAM) une rémunération modulée en fonction de l'atteinte d'indicateurs organisés autour de trois axes : accès aux soins, qualité et coordination des soins et appui d'un système informationnel partagé.

L'ACI² prévoit un contrat-type sur la base duquel les structures pluriprofessionnelles, maisons de santé mono-site ou multisites et les centres de santé, les organismes locaux de l'assurance maladie et les agences régionales de santé peuvent s'engager dans une démarche en faveur de l'amélioration de la prise en charge des patients et de l'efficacité des soins.

Les objectifs du dispositif sont rappelés dans le préambule de l'ACI :

- « renforcer la prévention, l'efficacité et la qualité de la prise en charge des patients,

¹ Art 1 de l'arrêté du 24 juillet 2017 portant approbation de l'accord conventionnel interprofessionnel relatif aux structures de santé pluriprofessionnelles : « Sont approuvées les dispositions de l'accord conventionnel interprofessionnel relatif aux structures de santé pluriprofessionnelles et ses annexes, conclu le 20 avril 2017 entre d'une part, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie et d'autre part, la Fédération française des médecins généralistes, La Confédération des syndicats médicaux français, la Fédération des médecins de France, l'Union nationale et syndicale des sages-femmes, l'Organisation nationale des syndicats de sages-femmes, le Syndicat national des infirmières et infirmiers libéraux, le Syndicat national autonome des orthoptistes, la Fédération nationale des centres de santé, la Fédération des mutuelles de France, la Fédération nationale des institutions de santé et d'action sociale d'inspiration chrétienne, la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine ».

² Accord conventionnel interprofessionnel relatif aux structures de santé pluri-professionnelles conclu le 20 avril 2017 et publié au JORF n° 0182 du 5 août 2017.

- améliorer l'articulation entre les services et établissements de santé, les structures et services médicosociaux et le secteur ambulatoire pour assurer la continuité des parcours des patients,
- conforter l'offre de soins de premier recours ».

L'article 1^{er} de l'ACI précise que les structures éligibles doivent « être constituées en société dont le statut juridique permet de percevoir des rémunérations de l'assurance maladie au nom de la structure elle-même dans le respect de la réglementation fiscale et comptable, comme la société interprofessionnelle de soins ambulatoires (SISA) ».

En outre, l'article 2.2 de l'accord précise qu'il est nécessaire de joindre :

- « La liste des professionnels signataires du projet de santé exerçant au moins 50 % de leur activité au sein de la structure sans en être associés (pour les années 2017 et 2018 uniquement),
- le cas échéant, la liste des professionnels assurant des **vacations**³ au sein de la structure (...)
- la liste des professionnels **salariés**³ du centre ».

La Commission relève que la documentation de la Fédération des Maisons de santé d'île de France précise notamment :

- Qu'une SISA peut rémunérer des non-membres (ni sociétaire, ni salarié) soit sous forme de vacation (contrat) soit sous forme de facturation. Il est nécessaire que le travail de cette personne soit en cohérence avec le projet de santé ;
- Qu'un commissaire aux comptes est obligatoire dès 153 000 € de subventions publiques perçues par la structure promotrice.

Toutefois, la Commission constate que l'article L. 4041-1 du code de la santé publique dispose :

« Des sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires peuvent être constituées entre des personnes physiques exerçant une profession médicale, d'auxiliaire médical ou de pharmacien.

Les professionnels médicaux, auxiliaires médicaux et pharmaciens associés d'une société civile professionnelle ou d'une société d'exercice libéral peuvent également être associés d'une société interprofessionnelle de soins ambulatoires, nonobstant toute disposition législative ou réglementaire contraire.

Les sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires sont des sociétés civiles régies par les chapitres Ier et II du titre IX du livre III du code civil et par le présent titre³ ».

La Commission en déduit que les SISA n'étant pas des associations, l'article L. 612-4 de code de commerce qui prévoit la désignation d'un commissaire dans les associations recevant des subventions dépassant le seuil de 153 000 € ne leur est pas applicable.

En revanche, la Commission rappelle que l'article L. 612-1 du code de commerce dispose :

« Les personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique dont le nombre de salariés, le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou les ressources et le total du bilan dépassent, pour deux de ces critères, des seuils fixés par décret en Conseil d'Etat, doivent établir chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe. Les modalités d'établissement de ces documents sont précisées par décret.

Ces personnes morales sont tenues de nommer au moins un commissaire aux comptes et, lorsque les conditions définies au troisième alinéa du I de l'article L. 821-40 sont réunies, un suppléant³ (...) ».

L'article R. 612-1 du même code précise :

« Les personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique, mentionnées à l'article L. 612-1, sont tenues d'établir des comptes annuels et de désigner au moins

³ Mis en gras pour les besoins de la réponse.

un commissaire aux comptes et un suppléant lorsqu'elles dépassent, à la fin de l'année civile ou à la clôture de l'exercice, les chiffres ci-dessous fixés pour deux des trois critères suivants :

1° Cinquante pour le nombre de salariés ; les salariés pris en compte sont ceux qui sont liés à la personne morale par un contrat de travail à durée indéterminée ; le nombre de salariés est égal à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'année civile ou de l'exercice comptable lorsque celui-ci ne coïncide pas avec l'année civile ;

2° 3 100 000 euros pour le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des ressources ; le montant hors taxes du chiffre d'affaires est égal au montant des ventes de produits et services liés à l'activité courante ; le montant des ressources est égal au montant des cotisations, subventions et produits de toute nature liés à l'activité courante ;

3° 1 550 000 euros pour le total du bilan ; celui-ci est égal à la somme des montants nets des éléments d'actif (...) ».

La Commission relève que la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises du 1er mars 1984 (codifiée en partie aux articles L. 612-1 et suivants du code de commerce) a introduit la notion « *d'activité économique* » pour des personnes morales de droit privé non commerçantes et qu'aucune disposition législative ou réglementaire ne précise ce qu'il faut entendre par « *activité économique* ».

Les définitions suivantes ont été ainsi données :

- *Aux termes d'une réponse ministérielle donnée lors des débats précédant le vote de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984, le garde des sceaux a précisé : « Par activité économique il faut entendre toute activité de production, de transformation ou de distribution de biens meubles ou immeubles et toute prestation de services en matière industrielle, commerciale, artisanale et agricole »⁴.*
- *La CNCC estime également que l'activité économique s'entend de la production, de la transformation et de la circulation des biens et des richesses ; elle en déduit que les SCI constituées pour des opérations de construction, de commercialisation ou de gestion d'immeubles sont soumises à la procédure de contrôle⁵ (...).*
- *Enfin, la Commission des études juridiques dans sa réponse précitée a également rappelé que la notion d'activité économique, introduite dans notre droit par la loi du 1er mars 1984 (reprise aux articles L. 612-1 et suivants du code de commerce) sous l'influence du droit communautaire (...) est plus large que celle d'activité commerciale. Outre les activités commerciales, elle intègre des activités considérées par le code de commerce comme non commerciales, activités agricoles, immobilières, libérales ou artisanales.*

Plus globalement, la notion d'activité économique résulte d'une appréciation liée aux critères intrinsèques de l'activité réellement exercée et du mode de gestion entrepreneuriale, qui peut se déduire notamment de critères extrinsèques, tels que par exemple le nombre de salariés.⁶

En ce sens, un arrêt rendu par la Cour de cassation⁷, a considéré que la cour d'appel de Bordeaux « *ayant relevé que l'association avait une activité employant 37 personnes, a (suffisamment) constaté le caractère économique de l'association, et par là même, caractérisé l'existence d'une entreprise, peu important qu'il n'y ait pas de recherche de bénéficiaires (...)* ».

Enfin, la Cour de justice de l'Union européenne⁸ a considéré que les services médicaux fournis par les médecins indépendants contre une rémunération sont considérés comme une activité économique :

« Les médecins spécialistes (...) fournissent, en leur qualité d'opérateurs économiques indépendants, des services sur un marché, celui des services médicaux spécialisés. Ces médecins reçoivent de leurs patients une rémunération pour les services qu'ils leur prodiguent et assument les risques financiers afférents à l'exercice de leur activité.

⁴ J.O. A.N. déb. 5 décembre 1983.

⁵ CNCC NI. IX mars 2018 § 1.211 et 1.213.

⁶ Paris, 3e chambre, 9 avril 2002.

⁷ Cass. 1ère Civ., 12 mars 2002, RJDA 8-9/2002, n° 940.

⁸ CJCE, 12 septembre 2000, Pavlov C-180/986.

Dans ces conditions, les médecins spécialistes indépendants (...) exercent une activité économique et, partant, constituent des entreprises (...), sans que la nature complexe et technique des services qu'ils fournissent et la circonstance que l'exercice de leur profession est réglementé soient de nature à modifier une telle conclusion (...) ».

En conséquence, la Commission des études juridiques considère, au regard de la lecture combinée des articles L. 612-1 et R. 612-1 du code de commerce, de la jurisprudence et de la doctrine, que les sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires exercent une activité économique. Dès lors, les SISA dépassant deux des trois seuils rendant obligatoire la désignation d'un commissaire aux comptes et fixés à l'article R. 612-1 précité sont tenues de désigner un commissaire aux comptes titulaire et, le cas échéant, un suppléant.